

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - JANVIER | AVRIL 2021

Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/4167

Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC



DOSSIER - ÉCOLOGIE POUR TOUS

Le développement durable

EN ROUTE POUR L'ÉCRITURE INCLUSIVE - CJC //
« NEXT-GEN », JEUNES ET ÉCOLOGIE - EGO-LOGIQUE
// LE TILT, LA RÉCUP' ET LA CRÉATIVITÉ AU SERVICE DE
LA CITOYENNETÉ // UNE PLAINE ÉCO-RESPONSABLE
CHEZ ANIMAGIQUE



Conseil
de la **Jeunesse**
Catholique

4

Focus CJC

En route pour l'écriture inclusive.

12

Dossier

Écologie pour tous.

22

Bons tuyaux

Formations, campagnes et outils pédagogiques conseillés par la rédaction.

6

Focus membres

Trois reportages au cœur des organisations membres du CJC : Ego-Logique, Le Tilt, Animagique.

20

Paroles aux membres

Combats syndicaux pour et par les jeunes en temps de Corona - Jeunes CSC
Du CJD à Jagora... il n'y a qu'un pas (ou presque).

23

Portrait

Nadia Cornejo,
Responsable du département Campagne et Mobilisation au CNCD-11.11.11.

Edito

Une minuscule couche qui enveloppe la Terre et qui abrite la vie

Après plus d'un an de crise sanitaire et une omniprésence de celle-ci dans toutes les facettes de nos vies ainsi que dans les médias, prenons le temps de nous arrêter sur un enjeu encore plus grand, celui du climat. Que reste-t-il des mobilisations des jeunes en faveur de politiques ambitieuses pour lutter contre le réchauffement climatique et comment cet enjeu, au combien essentiel, sera-t-il conjugué avec celui d'une vie digne et ceux des grands combats sociaux du XXI^e siècle ? Autrement dit, comment prendre soin de la maison et de ses habitant-es ?

Les réponses à ces questions sont complexes mais une nouvelle perspective nous est donnée par Bruno Latour dans son essai « Où atterrir ? Comment s'orienter en politique » :

Rediriger l'attention de la « nature » vers le Terrestre [...].

Entendez ne plus penser dans un système de production mais penser dans un système d'engendrement qui considère les stratégies déployées au travers des conséquences qu'elles produisent.

Cela [...] pourrait mettre fin à la déconnexion qui a figé les positions politiques depuis l'apparition de la menace climatique, rendant périlleuse la jonction entre les luttes dites sociales et les luttes dites écologiques.

La nouvelle articulation revient à dire que nous passons d'une analyse en termes de systèmes de production à une analyse en termes de système d'engendrement. Les deux analyses diffèrent d'abord par leur principe - la liberté pour l'un, la dépendance pour l'autre. Elles diffèrent ensuite par le rôle donné à l'humain - central pour l'un, distribué pour l'autre. Elles diffèrent enfin par le type de mouvements qu'elles prennent en charge - mécanisme pour l'un, genèse pour l'autre.

Comme nous y invite Bruno Latour, il est peut-être temps de changer de « prise de terre ». Changer la grille d'analyse des enjeux climatiques. La question n'est pas comment continuer à produire sans faire monter le thermostat mais bien comment amoindrir l'impact de l'humain au sein de cette minuscule couche qui enveloppe la Terre et qui abrite la vie.

Bonne lecture à toutes et à tous.

La question n'est pas comment continuer à produire sans faire monter le thermostat mais bien comment amoindrir l'impact de l'humain.

Joris Fakroune
Secrétaire Général CJC

PHYLACTÈRE - PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (CJC) - 25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cjc.be - www.cjc.be - ÉDITEUR RESPONSABLE - Joris Fakroune - COORDINATION - Estelle Namur - ÉQUIPE DE RÉDACTION - Ludovic Emmada, Joris Fakroune, Émilie Quenon, Estelle Namur, Victor Valet - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO - Flavio Schillaci (Jeunes CSC), Amélie Barbier (Présidente de Jagora), Pauline Testa et Julie Burton (Tilt) - MISE EN PAGE - Urielle Coeman - IMPRIMÉ par Media Process - Imprimé sur du papier recyclé.

En route pour l'écriture inclusive

Dans une approche égalitaire des rapports hommes-femmes, le CJC a décidé de mener une réflexion sur l'écriture inclusive et de l'intégrer à la réalité de la fédération.

Qu'est-ce que l'écriture inclusive ?

L'écriture inclusive regroupe l'ensemble des attentions syntaxiques permettant une égalité de représentation des femmes et des hommes, ou de tous les genres, dans la langue. L'écriture inclusive passe notamment par la démasculinisation de la langue pour visibiliser les femmes.

Non, le masculin n'est pas « neutre »

La démasculinisation de la langue française vise l'abrogation de la règle du « masculin l'emporte sur le féminin ». Lors de l'énonciation de cette règle dans les classes, les réactions ne se font pas attendre « Normal... Les garçons sont les plus forts », « Ce n'est pas juste », etc. Qu'à cela ne tienne, la règle se veut neutre et les remarques d'enfants feront place plus tard à la raison : le masculin générique n'est qu'une des nombreuses règles qu'il a fallu mettre en place pour harmoniser la langue. Mais cette règle est-elle réellement neutre ? A-t-elle toujours existé ?

Aux origines

Jusqu'aux XVI-XVIIe siècles, la règle de proximité primait. Ainsi, l'on pouvait entendre « ces garçons et ces filles sont studieuses ». Ce n'est qu'au XVIIIe siècle que la règle du « masculin l'emporte » se généralise, avec une explication : le masculin serait plus noble. Nicolas Beauzée, grammairien et membre de l'Académie française, écrira en 1767 « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle ». À la lumière de ces propos, il est donc aisé de comprendre les racines profondément sexistes de cette règle de grammaire. Au fil du temps, l'argument de la noblesse du genre masculin a fait place aux arguments de « neutralité » ou d'« indétermination » lorsqu'il s'agit du pluriel. Pourtant, même si cet argument n'est plus utilisé, les effets de cette règle sont toujours les mêmes : elle invisibilise certaines personnes.



Où sont les femmes ?

Une des conséquences de cette règle est l'invisibilisation des femmes. Représentez-vous des ouvriers du XXe siècle, il est fort probable que vous n'avez imaginé que des hommes. Pourtant, un recensement de 1906 démontre que 38 % des femmes étaient ouvrières¹. Cette fausse neutralité influence notre imaginaire, et ici notre perception de l'Histoire. Plus largement, la langue influence notre réalité. En outre, ne parler que d'« ouvriers » et d'« infirmières », même si ces métiers sont majoritairement masculins ou féminins, pousse à une représentation genrée des métiers. Par conséquent, le champ des possibles de chaque individu est limité. Difficile pour une petite fille de s'identifier à un footballeur et à un petit garçon à une danseuse.

La langue, vecteur de changement ?

La société influence la langue comme la langue influence la société. Modifier notre manière d'écrire et de parler pourrait avoir un impact à long terme. Travailler sur sa démasculinisation est primordial pour visibiliser les femmes. C'est ici qu'intervient l'écriture inclusive. Cette écriture ne fait pas encore l'objet de règles figées, c'est pourquoi elle revêt aujourd'hui plusieurs formes. Elle peut passer par l'accord de proximité vu plus haut, par l'accord du « féminin l'emporte », par l'utilisation de parenthèses, de majuscules, de points médians...

L'écriture inclusive, vecteur d'exclusion ?

L'écriture inclusive tend vers l'inclusion et la visibilisation de tous les genres. Pourtant, une vive critique de cette écriture est qu'elle serait réservée à une élite, et donc serait en réalité une écriture excluante. Les enfants sont réputés pour leur capacité d'adaptation, mais qu'en est-il pour d'autres publics tels que les personnes qui ont des difficultés d'apprentissage ou sont malvoyantes ? Il n'y a pas, à ce jour, d'études qui infirmeraient ou confirmeraient les difficultés causées par l'écriture inclusive. Il est toutefois aisé de comprendre ces craintes. Néanmoins, ces préoccupations ne concernent pour la plupart qu'une partie de l'écriture inclusive : le point médian et les néologismes tels que iels, ceux, toustes. Les néologismes sont pourtant les seuls à pouvoir prétendre à une réelle représentation de tous les genres, puisque ce sont de nouveaux mots et par conséquent, ils peuvent être perçus comme n'ayant pas de connotations de genre.

Qu'a décidé le CJC ?

Le CJC a donc pris la décision de limiter l'usage du point médian. Ainsi, des mots masculins et féminins aux terminaisons très proches, où seul le « e » diffère, voire une ou deux consonnes, pourront bénéficier du point médian, tels que étudiant-e, citoyen-ne ou prince-sse. Les autres mots seront simplement dédoublés ou remplacés par des termes épiciènes². Par contre, le CJC n'utilisera pas de néologismes. De cette façon, la règle du masculin l'emporte pourra être contournée et le CJC pourra visibiliser les femmes.

L'égalité est un travail de longue haleine et il passe indéniablement par l'imaginaire collectif. Se questionner sur ces mécanismes inconscients permet de se rendre compte de l'impact que peut avoir la langue. En adoptant l'écriture inclusive, le CJC souhaite porter une revendication forte pour l'égalité hommes-femmes.

Estelle Namur

CJC

¹Wailly, J. (2004). Les différentes phases du travail des femmes dans l'industrie. Innovations, 2(20). <https://www.cairn.info/journal-innovations-2004-2-page-131.htm#pa7>.

²Un mot épiciène est un mot qui peut être employé au masculin et au féminin sans variation de forme, comme bénévole, enfant, adulte...

« Next-Gen », jeunes et écologie

Chez Ego-Logique, on travaille les questions de citoyenneté avec les jeunes, en partant de leurs préoccupations et de leurs idées foisonnantes. L'association se base sur ses bénévoles et ses jeunes ambassadeurs et ambassadrices pour préciser les valeurs qu'elle s'est fixées à sa création. Parmi ces valeurs, une préoccupation que l'association retrouve évidemment chez les jeunes avec qui elle travaille : celle de la planète et du traitement pas toujours joyeux qu'on lui réserve.

Depuis le début de son existence en 2011, Ego-Logique expérimente des projets d'éducation à la citoyenneté chez l'un de ses partenaires privilégiés : un hôpital pédiatrique dans le Brabant Wallon. Dans ce laboratoire de projets, le Citizen Lab, l'association part des préoccupations sociétales des jeunes pour faire émerger des projets de sensibilisation et d'action autour de thématiques qui les touchent. La plupart du temps, les jeunes participant-es au Citizen Lab portent ce projet main dans la main avec l'association. C'est comme ça qu'un projet sur l'image et le droit à l'image, ou un autre sur le harcèlement scolaire, ont été construits au Citizen Lab, puis exportés dans d'autres classes et groupes de jeunes.

Plus récemment, le projet Next-Gen a vu le jour. À la suite des mobilisations pour le climat, les jeunes ont exprimé leurs préoccupations concernant la préservation de la planète et de l'environnement. Le projet a donc germé au Citizen Lab, mais les demandes d'ateliers et d'animations ont afflué, à tel point que le projet a cette fois été repris en main par l'association afin de répondre aux nombreuses demandes. Des outils ont été construits pour être ré-exploités dans différents contextes (notamment pour élaborer des séjours zéro déchets), et des micro-animations ont été développées par l'équipe de bénévoles.

Comme l'indique son slogan « La nouvelle génération, c'est maintenant », Next-Gen est un projet à destination de publics de jeunes de moins de douze ans, qui cherche à donner la parole à ces jeunes en matière d'écologie, et à les rendre critiques et responsables vis-à-vis de leur consommation.



Les stages et animations en classe qui s'y rapportent se déroulent souvent en deux étapes. La première est celle de l'analyse avec les jeunes de leur consommation quotidienne et de l'impact qu'elle a sur leur environnement direct et sur la planète. La seconde étape est celle de la recherche et de la réalisation de pistes concrètes permettant de diminuer cet impact, en modifiant leurs pratiques quotidiennes de consommation. Les résultats sont très variés : création d'un compost, réparation de chasses défectueuses, panneaux explicatifs sur le traitement des déchets, etc.



Le processus met toujours la créativité et l'expérimentation au centre. C'est dans cette optique que le projet regroupe des animations comme la découverte des aliments qu'on trouve tels quels dans la nature et la cuisine avec ces derniers, ou bien l'analyse de produits industriels et de leurs composants souvent nocifs pour le corps ou pour la planète suivie d'ateliers de cuisine de saines gourmandises.

De ces animations soigneusement préparées découlent régulièrement des réflexions spontanées des participant-es. Les jeunes se demandent souvent ce qu'ils et elles peuvent mettre en place individuellement, ne se sentant pas toujours maîtres des questions de consommation aux mains de leurs parents. Malgré cela, beaucoup ressentent une certaine colère face à la dégradation de la planète, à la consommation galopante de pétrole, aux espèces en voie d'extinction ou encore au manque de sévérité des mesures punissant la pollution à petite et à grande échelle. Même si les jeunes sont souvent préservés de ce type de questions et gardés dans un certain confort, la plupart se rendent compte qu'on n'en fait pas assez en matière d'écologie et se dirigent déjà vers une forme de militance.

À travers ce projet, Égo-Logique contribue à éveiller ces jeunes consciences écologiques et les accompagne dans leur recherche d'une consommation intelligente. L'association attire sans cesse leur attention sur le fait que le modèle capitaliste, l'offre constante et pléthorique et la grande distribution ne veulent pas leur bien-être ni celui de la planète, mais plutôt leur argent. Le message qui est transmis est que chacun-e peut choisir son mode de consommation et sortir de la passivité en ne se laissant plus imposer celui-ci.

Victor Valet
CJC



Focus membres - Le Tilt

Le Tilt, la récup' et la créativité au service de la citoyenneté

Le Tilt accueille des groupes-classes différents chaque jour de la semaine, sauf le mercredi qui est consacré aux ateliers créatifs du CEC¹. Le samedi, des fêtes d'anniversaire y sont animées, et neuf dimanches par an, la CGE, un groupe de jeunes citoyen-nes, pense le monde de demain. Pendant les vacances d'hiver, le Tilt fait peau neuve pour accueillir les familles, tel un musée. Les vacances de printemps et d'été font place aux stages. Le projet véhicule les valeurs d'ouverture à la diversité, d'accessibilité, de citoyenneté et de créativité. Ce sont ces deux dernières valeurs que nous souhaitons mettre à l'honneur dans cet article.

Le Tilt, du rêve à la réalité

L'idée du Tilt est née en 2005, au détour d'une conversation au sujet des discriminations raciales que vivent les enfants. TILT est en fait un acronyme qui signifie « Terrain Interactif Ludique pour Tous et toutes ». Le rêve est de créer un lieu grandeur nature où il serait possible de voyager à travers le monde. L'idée prend forme et passe du rêve à la réalité en 2010, lorsque le Tilt embrasse l'opportunité de s'installer au cœur de la ferme de Froidmont dans une aile de plus de 800m². Plusieurs dizaines de volontaires et de bénévoles se mettent alors au travail pour donner vie au projet. Un projet construit sur un socle de récupération de matériel, de seconde main, d'upcycling, etc. Une façon de faire et d'être toujours vécue aujourd'hui par l'équipe, tant dans la création des décors que dans la conception des animations et des formations.

Des activités variées, un voyage durable

En 2010, le Tilt est reconnu comme Centre de Vacances. En 2014, il obtient la reconnaissance Centre d'Expression et de Créativité. Depuis sa création, le Tilt a accueilli des centaines d'enfants, ados et adultes, guidé-es par l'envie de faire un voyage à travers le monde et de chercher les stéréotypes qui nous construisent pour en discuter ensemble. En effet, la mission du Tilt est de proposer un espace où les enfants explorent et questionnent la diversité du monde en confrontant leurs regards et leurs représentations. Adeptes des pédagogies actives, l'équipe veille à mettre l'enfant au centre d'une écoute et d'un questionnement sensés. L'environnement matériel est propice à l'expérimentation créative et citoyenne, via le jeu et l'imaginaire.

¹Centre d'expression et de créativité

Au Tilt, chaque pièce représente un continent. Les décors ont donc une grande importance, puisque voyager passe par nos sens. À travers la savane et les animaux insolites qui la peuplent, au détour des grandes plaines américaines et des temples mayas, en passant par l'Europe et la cuisine d'une grand-mère nichée dans un quartier populaire londonien... Au Tilt, on voyage avec le corps. Et donc avec les sens : la vue, le toucher, l'odorat et le goût. L'aspect visuel y est crucial, et les matériaux mis à disposition pour vivre l'expérience du voyage le sont tout autant. Pour répondre à ces objectifs tout en s'inscrivant dans une optique durable, le Tilt a choisi de mettre à profit sa créativité pour imaginer des systèmes d'upcycling. L'espace de la cuisine de grand-mère est vintage et complètement meublé en seconde main (service à thé, casseroles, fauteuils, etc.). La roulotte de notre théâtre comporte un nombre important de déguisements récupérés, recousus, rafistolés, parfois transformés et réinventés. Quant à notre rizière, elle est composée de dizaines de sacs de riz qui n'étaient plus consommables.

Notre grenier, ce trésor

Depuis dix ans, grâce à l'aide des nombreux donateurs et donatrices, nous avons pu récupérer des centaines d'objets : boîte à œufs, bocaux, bougies, tissus, cassettes, CD, billes, services à thé, peintures, magazines, déguisements, perles, pochoirs, objets traditionnels de tous continents, etc. Presque tout est bon pour le Tilt. Ce grenier est le trésor des créatifs et créatives en herbe !

On y trouve le matériel de création pour nos animations et formations, la base de nos nouveaux décors, ou simplement un élément permettant d'assembler un robot de l'espace à trois têtes, si tel est l'objectif de nos jeunes. Grâce à ce grenier, tout devient possible !

La récupération au service de l'imaginaire

Pas de discrimination dans la récupération, avec de la tôle, des morceaux de bois et une vieille télé, nous avons recréé des favelas brésiliennes. Quant aux casseroles rouillées, aux tuyaux trop courts et aux claviers troués, ils ont trouvé leur place dans ce qu'on appelle notre "chantier sonore". Un espace extérieur où un tas d'objets reprennent vie en devenant tantôt un instrument, tantôt un objet de construction grâce à l'imagination des enfants, des animateurs et des animatrices. Il suffit parfois de trois fois rien pour qu'une étincelle jaillisse des esprits et nous emmène dans un pays imaginaire.

Une citoyenneté insufflée par la créativité et l'upcycling

Au Tilt, nous formons aujourd'hui les citoyen-nes de demain. Cela nous semble donc évident de montrer l'exemple. Notre conception initiale du respect de l'environnement a évolué chemin faisant. Aujourd'hui, nous défendons la conscientisation et la sensibilisation à l'écosystème et au respect du vivant au sens plus large. Cette façon d'aborder le monde permet de penser plus globalement ce que l'on souhaite développer chez nos futur-es CRACCS². Concrètement, cela passe par des actions telles que le ramassage ponctuel de déchets dans le village de Rixensart, ou la création d'un décor "Océan de plastique" pensé par et pour les jeunes. L'équipe du Tilt, ses nombreux espaces, ainsi que ses milliers d'éléments de récupération sont finalement des outils de développement à disposition des volontaires, des jeunes de la CGE, des artistes du CEC, ou encore des enfants des stages créatifs et citoyens.

*Propos de Pauline Testa et Julie Burton
recueillis par Victor Valet*

²Citoyennes et Citoyens Responsables, Actives et Actifs, Créatives et Créatifs, Critiques et Solidaires



Une plaine éco-responsable chez Animagique

Être dans une démarche éco-responsable fait partie des préoccupations d'Animagique qui sensibilise les enfants à l'importance des questions climatiques et aux enjeux liés à leur consommation. Depuis 2019, l'association a d'ailleurs mis en place une plaine éco-responsable. Nathalie, coordinatrice de la « plaine de Bossière », nous présente ce projet.

Comment le projet est-il né ?

Lors de la plaine d'été de 2018, j'ai remarqué que les poubelles se remplissaient vite et je trouvais important d'agir sur les déchets.

Notre projet de plaine éco-responsable s'est développé lors de la plaine de Pâques 2019. Étant une petite structure (nous accueillons 50 enfants), il était plus facile de faire passer ce premier message auprès de l'équipe, des parents et des enfants. Le but premier était surtout de diminuer les déchets. Nous avons donc demandé aux parents de prévoir une gourde plutôt que des berlingots et une boîte à tartines plutôt que des tartines emballées dans de l'aluminium ou du film alimentaire. On leur a aussi demandé d'éviter les biscuits emballés à l'unité. Cela a été bien perçu. Nous avons vu un réel changement assez rapidement : le message a donc bien été reçu !

Lors de cette plaine, nous avons aussi fait des efforts à notre niveau (encadrant-es). Nous avons suivi le mouvement pour nos propres repas et boissons. Pour les collations prévues par la plaine, nous avons pensé vrac et sans emballage (des fruits, des crudités, du pain). Nous avons aussi profité d'un jeu dans le village pour aller récupérer les œufs à la ferme la plus proche et ainsi préparer avec les enfants une mousse au chocolat sans déchet et avec des produits locaux.

Comment le projet s'est-il développé ?

Vu le bon retour, nous avons décidé de continuer à enfoncer le clou et, l'été suivant, nous avons poursuivi notre démarche éco-responsable. L'idée a été validée par la plupart des encadrant-es, le but n'étant pas d'imposer une vision personnelle à notre centre de vacances mais espérer fédérer le plus grand nombre dans cette démarche. L'été, notre centre de vacances accueille plus d'enfants (170 environ). Il fallait donc communiquer sur le projet à tous et toutes, et à nouveau insister sur le fait de mettre dans le sac des enfants une boîte à tartines et une gourde. Et c'était le cas dans le sac de la majorité des enfants qui ont participé aux activités du centre de vacances.



Nous avons également mis en place quelques nouveautés, surtout au niveau du tri des déchets. Nous avons en effet équipé la cour et le réfectoire de différentes poubelles pour les déchets «verts», les PMC, les papiers/cartons et les déchets non-recyclables. Les ados ont réalisé des affichettes et chaque animateur et animatrice a expliqué ce tri à son groupe d'enfants. Assez naturellement, les déchets ont trouvé la poubelle adéquate et nous avons pu diminuer drastiquement le nombre de sacs poubelle. Les déchets verts sont partis à la ferme ou dans le compost. Le reste a été trié correctement.

Nous avons continué à réfléchir aux collations et nous avons trouvé avec l'aide du comité quelques filons locaux. Nous avons ainsi pu proposer des légumes et crudités produits par une asbl locale (Ekikrok) et, chaque semaine, nous nous sommes fournis en pain auprès d'une boulangerie locale - pains que nous transportions dans des caisses réutilisables. Certains produits venaient aussi du magasin Oxfam à Gembloux. Néanmoins le budget serré du centre de vacances ne nous a pas permis de trouver des produits locaux et en vrac pour chaque collation ! L'été, l'équipe d'encadrant-es est beaucoup plus grande. Étant donné que certain-es sont dans une dynamique zéro déchet et que d'autres non, nous avons offert à chacun-e une gourde et régulièrement nous proposons des eaux aromatisées pour éviter l'envie d'apporter une boisson sucrée. Ces eaux ont d'ailleurs rencontré un beau succès ! Les boissons proposées lors des réunions provenaient aussi de bouteilles en verre consignées. De ce côté-là, il y a donc également eu une belle avancée même si certaines problématiques n'ont pas encore trouvé de solution...

Lors des réunions de préparation, l'équipe s'est aussi engagée à faire ses animations avec un maximum de matériel déjà présent ou de récupération afin d'éviter du gaspillage, des doublons et des emballages inutiles. Et l'équipe s'y est tenue !

Il était même compliqué de trouver les bouteilles en plastique pour certains bricolages, alors qu'habituellement nos poubelles débordaient de ce genre de déchet.

Quelles sont les perspectives pour ce projet et pour la dimension éco-responsable dans vos activités ?

Dans le futur, l'idée serait d'un peu retravailler notre tri des déchets par une structure plus parlante et plus ludique pour les enfants. L'idéal serait aussi de pouvoir proposer toutes les collations de la semaine, en vrac et local, sans impact financier pour les parents.

Il faut bien avouer que les règles liées à la situation sanitaire ont dû mettre en stand-by ce projet grandissant cet été mais les idées sont là. En fonction de l'équipe et de la motivation que le projet peut engendrer, le projet pourrait rapidement prendre de l'envergure.

L'école dans laquelle se passent les activités de notre centre de vacances a aussi quelques projets « verts ». Cette école a créé une mini-forêt et a une mare laissée quelque peu à l'abandon. Nous pensons proposer pour l'été 2021 d'aider à la réhabiliter, cela fait partie des projets futurs. Et si nous pouvons aussi inciter les autres centres de vacances à se lancer petit à petit dans cette démarche, c'est tout « bénéf ». Nous ne visons pas le zéro déchet car nous ne sommes pas maître-sses de tout ce qui est « consommé » lors de la plaine... Mais chaque geste compte !

*Propos de Nathalie Ramon
recueillis par Émilie Quenon
CJC*



Dossier - Écologie pour tous

Jeunes et climat

Le 2 décembre 2018, 65.000 personnes marchaient pour le climat à Bruxelles, dans le but de réclamer une politique climatique plus ambitieuse au niveau mondial, européen et national. Le CJC s'était d'ailleurs mobilisé pour l'occasion.

Cette marche s'inscrivait dans une mouvance plus globale qui, avec le Mouvement Fridays For Future, a amené des centaines de milliers de jeunes à travers le monde à participer à des grèves estudiantines ou scolaires pour manifester contre le réchauffement climatique. En Belgique, le Mouvement citoyen Youth for climate, toujours actif et lancé par deux étudiantes belges, est à l'origine de plusieurs grèves scolaires pour le climat entre janvier et mai 2019.

C'est entre autres grâce à ces mouvements - et la crise des Gilets Jaunes en France y a aussi contribué - que la politique européenne a envisagé le climat comme une problématique centrale et non plus comme un volet à traiter isolément. En témoigne le Green Deal présenté par la Commission européenne en décembre 2019 ainsi que le budget à long terme 2021-2027 approuvé en décembre 2020. Ces stratégies qui sont plutôt bien accueillies et vues comme des opportunités par des acteurs engagés pour le climat n'empêchent pas le fait que les enjeux globaux en termes de climat restent de taille et l'agenda 2021 est plutôt chargé.

Parmi les rendez-vous internationaux importants de cette année, la COP26 est un événement incontournable. Cette conférence internationale, qui devait initialement avoir lieu en 2020, se tiendra en novembre 2021 à Glasgow.

Les enjeux identifiés par certains acteurs engagés pour le climat sont notamment la relève des ambitions climatiques (pour des pays qui sont de gros émetteurs) et les questions de « financement climat » (quelle implication et quelle contribution des pays les plus riches envers les pays les plus pauvres ?), auxquelles s'ajoute la nécessité de passer d'un cycle d'annonces (qui ont eu lieu avec l'Accord de Paris en 2015) à une mise en œuvre et à des faits.

Au niveau national, l'enjeu pour la Belgique, en sa qualité d'État-membre de l'Union européenne, sera notamment de s'ajuster aux ambitions européennes, dont fait partie l'exigence d'attribuer un certain pourcentage du plan de relance à des investissements « verts ». Un enjeu de taille pour l'Etat fédéral et les Régions qui sont en ce mois de mars au cœur d'un procès (qui porte le nom d'« Affaire Climat ») par lequel des citoyen-nés demandent que les autorités respectent leurs engagements climatiques.

L'engagement des jeunes est et restera un levier important pour faire évoluer les choses. Et cet engagement - ou cette sensibilité - pour le climat et/ou l'écologie fait aussi partie intégrante de la vie et des actions des associations membres du CJC. Valoriser ces actions et soutenir ainsi ces jeunes font dès lors plus que jamais sens.

Émilie Quenon
CJC

CNCD - Conférence CAP SUR LA COP #1 : « 2021, L'ANNÉE DE LA JUSTICE CLIMATIQUE ? » (25 février 2021). D'autres conférences en lien avec la COP26 auront lieu dans les mois qui viennent.

Alors que faire ?

Depuis plus d'un an, la crise prend toute la place dans nos vies, dans les médias. Les jeunes ont été, et sont encore stigmatisés. Pourtant, les jeunes sont des citoyen-nés actifs et actives et il est important de rappeler toutes les initiatives que ces jeunes et leurs associations ont mises en place, et dont vous pouvez vous inspirer. Le CJC vous propose donc de découvrir trois axes à travers lesquels vous pouvez vous engager écologiquement.

Que ce soit individuellement ou dans votre association, vous pouvez prendre le temps de définir votre vision du développement durable et de l'écologie en équipe, en groupe de travail, en Assemblée Générale, entre volontaires, etc. Cet axe simpliste de prime abord est pourtant essentiel et peut même devenir une tâche complexe. Chacun a sa vision du développement durable ou de l'écologie. Trouver une vision commune n'est parfois pas facile. C'est au cœur des questionnements suivants qu'une vision se forge : Qu'est-ce que le développement durable implique pour vous ? Qu'est-ce que l'écologie ? Qu'est-ce que la consommation responsable ? Comment opérationnaliser cette vision dans votre vie ou au sein de votre association ? Cette réflexion peut prendre forme via différents supports :

Orientations pédagogiques

Vous pourriez réfléchir à une vision commune lors de l'élaboration de vos orientations pédagogiques. Les associations sont loin d'être figées et elles évoluent comme le fait la société. Il est donc intéressant de prendre du recul et de se demander quelles valeurs veut-on mettre en avant, quelles sont nos missions, et quelle place veut-on donner à l'écologie et à la protection de l'environnement ?

Exemple :

Lors de son Assemblée Pédagogique en 2019, le Patro a élaboré de nouvelles perspectives environnementales. D'ici 2024, le mouvement veut devenir conscient et acteur de la transition écologique.

Charte

L'élaboration d'une charte permet d'amener la réflexion au sein d'un groupe et de fixer ensemble des objectifs tenables. Au-delà d'un cadre, la charte permet de construire une vision écologique commune à travers de valeurs partagées.

Exemple :

Ocarina s'est mise en action pour une société plus respectueuse de l'environnement. Dans ce cadre, la Commission Bien-être d'Ocarina a formulé 14 commandements zéro déchet. Parmi ceux-ci, nous retrouvons composter ces déchets, favoriser la récupération, consommer avec modération le numérique...

Groupe de réflexion et de travail

Pourquoi ne pas créer des groupes spécifiques dédiés à se pencher sur les questions d'écologie et de développement durable ?

Exemple :

Justice et Paix a formé un groupe de volontaires consacré aux « Low Tech ». Ce groupe de travail a pour objectif de co-construire un savoir critique sur les technologies et leur place dans la société de demain. En effet, la promotion du principe de technologies compatibles avec les exigences écologiques et les droits humains auprès des citoyen-nés, des médias et du monde politique est un enjeu citoyen et politique qui est relevé par leurs volontaires.



Le deuxième axe concerne le travail de sensibilisation. En effet, il est primordial d'enclencher une prise de conscience de toutes et tous pour permettre une prise d'action individuelle et collective. Les actions de sensibilisation peuvent prendre diverses formes :

En activités

Vous pouvez intégrer la sensibilisation directement dans vos activités, rien de tel pour une sensibilisation ludique !

Exemples :

Animagique a organisé des activités de découverte de la nature, de nettoyage des bois et forêts et a initié des jeunes à l'entretien d'un potager afin de sensibiliser les enfants à l'importance des questions climatiques et des enjeux liés à leur consommation.

Le SIAJ a organisé un stage fait en collaboration avec Infor Jeunes Waterloo qui s'appelle «Récup'art». Le résultat est un Stop Motion fait entièrement avec des objets de récupération afin de stimuler la créativité des jeunes mais aussi les sensibiliser à l'écologie.

Les Guides ont encadré une journée d'animation placée sous le signe « Vert, tu oses » au Domaine de Mozet.

Evènement

L'organisation d'un évènement peut être l'occasion de vous fédérer autour d'un projet commun et de sensibiliser un nouveau public.

Exemples :

Déclic en Perspectives a mis en place une Tournée des Possibles à Liège afin d'explorer les enjeux et les initiatives en économie sociale et alimentation durable.

Kaléo présentera en juin 2021 des initiatives éco-citoyennes de leurs gîtes au cours de la journée «On sème» organisé par le Collectif MJ Verte.

Outil pédagogique

Pourquoi ne pas exporter votre expertise au-delà de vos murs grâce à un outil pédagogique ?

Exemples :

Les Guides ont mis en place le Réseau UniFor : Vers un Environnement Respectueux de la Terre. Ce Réseau permet d'aborder en Unité (en groupe) la thématique de l'écologie. Il propose des activités pour aider les Unités à réfléchir à l'impact de leurs animations sur l'environnement, de manière à mettre en place des stratégies écoactives.

Le Patro a créé la malle développement durable. À l'intérieur se trouvent des jeux de société, des activités de sensibilisation, des trucs et astuces pour vivre le développement durable au Patro... autour de thématiques diverses comme l'énergie, la gestion des déchets, l'alimentation, l'eau, la mondialisation, la démocratie, la publicité ou encore l'environnement !



Du petit changement d'habitude à de grandes initiatives, tous les gestes comptent !

Collecte

Chaque année, le Patro s'associe à la Grande Collecte de l'asbl Arc-en-Ciel. Cette opération est une manière d'agir contre la précarité infantile en récoltant du matériel de camp.

Recyclage des déchets

Animagique recycle ses déchets avec une poubelle de déchets alimentaires, ceux-ci sont ensuite donnés aux cochons du Rêve d'Aby.

Frigo solidaire

Les JOC ont mis en place l'Action Free&GO : un frigo solidaire à Verriers ayant pour but d'éviter le gaspillage alimentaire tout en permettant aux personnes en situation de précarité de se nourrir à moindre frais.



Création d'un collectif

Le RCR a initié et coordonne un collectif d'organisations et de citoyens namurois animés par l'intention commune de mettre en place une « ceinture alimentaire namuroise », dont le but est la relocalisation de la production, de la transformation et de la distribution agroalimentaire afin d'en nourrir les habitants et de renforcer l'autonomie et la résilience du territoire.

Organiser un camp zéro déchet

Les mouvements de jeunesse ont créé une plateforme : www.campzerodechet.be. Les animateurs et animatrices peuvent s'y inscrire et bénéficier d'un accompagnement afin de mettre en place des stratégies zéro déchet pour leurs camps et ainsi réduire leur empreinte écologique.

Estelle Namur
CJC

Non à une écologie de classe

Les personnes en situation précaire, premières victimes du dérèglement climatique

Si les mobilisations se font de plus en plus régulières, c'est bien parce que le dérèglement climatique est déjà une réalité, et qu'il n'épargnera personne. Pourtant, tout le monde n'est pas égal face à cette menace. Les premières victimes, dont certaines sont déjà frappées de plein fouet par les changements, sont issues de pays pauvres. C'est notamment le cas de pays comme la Somalie ou le Mozambique. Ces deux pays payent d'abord le prix de l'intensité et de la régularité croissante des événements climatiques extrêmes. Les cyclones, plus fréquents, ont coûté plus de 3,6 milliards d'euros au Mozambique, et mis 2,6 millions de personnes en situation de demande d'aide d'urgence. Au même moment, dans la corne de l'Afrique, la sécheresse a rendu plus de 15 millions de personnes dépendantes de l'aide humanitaire. Ces événements impactent directement les populations locales, mais assèchent aussi les réserves alimentaires et financières de ces pays.

En outre, le réchauffement climatique rend ces zones de plus en plus difficilement cultivables et l'eau y est également de moins en moins accessible. Bref, ce sont les pays développés et à intense activité industrielle qui ont majoritairement provoqué le réchauffement climatique, mais ce sont les pays où les populations sont particulièrement pauvres et qui y ont très peu contribué du fait de leur activité économique peu intense et peu polluante, qui en payent la facture en premier.

Chez nous, il n'en va pas différemment. Ce sont les plus pauvres qui sont et seront les principales victimes du dérèglement climatique. Razmig Keucheyan parle d'« inégalités écologiques » pour désigner le fait que nous ne souffrons pas tous et toutes de la même façon de la pollution et du dérèglement climatique selon notre classe sociale, notre genre ou notre couleur de peau. Sans qu'un lien ne soit clairement établi entre situation économique précaire et habitat dans des zones plus polluées ou soumises à plus de perturbations environnementales, la surmortalité liée à ces dernières est plus élevée au sein des populations défavorisées.

En cause, des facteurs de risques qui s'additionnent : peu de prévention des risques sanitaires, mauvaise alimentation, exposition plus élevée à la pollution... Les dérèglements climatiques provoquent aussi des dérèglements économiques, sources d'inégalités écologiques. En effet, les modifications des conditions de production alimentaire imposent des adaptations à l'agriculture et à l'industrie de production. L'agriculture et la culture à échelle locale sont les premières à en faire les frais, avec des rendements qui diminuent et affaiblissent la viabilité des exploitations, déjà peu rentables économiquement. L'industrie alimentaire voit aussi ses rendements diminuer, mais la plupart des exploitants de cette catégorie ayant les reins solides, leur existence est moins directement menacée. Très rapidement, les bouleversements dans les chaînes de production de la nourriture font augmenter les prix des denrées de première nécessité, se répercutant sur les finances des personnes les plus fragiles socio-économiquement. À ce phénomène, s'ajoute l'exposition supérieure des classes les plus pauvres aux événements climatiques extrêmes,

due à des moyens financiers moins facilement alloués à l'anticipation ou à la résilience face à ces événements. Comment allouer une part d'un salaire déjà faible, pour anticiper une inondation ou réparer un toit démoli par une tempête, quand il est déjà compliqué de payer son loyer tous les mois ?

L'écologie, un combat de classes ?

L'attrait de l'époque pour la technologie, couplé à un discours médiatique prônant une croissance verte soutenue par la technologie, a trop souvent fait émerger des mesures écologiques clivantes : présentation de la voiture électrique comme alternative principale à l'actuelle voiture thermique, installation de panneaux photovoltaïques individuels, révision de l'isolation des logements, taxation supplémentaire de l'utilisation de la voiture, etc. Autant de pistes stéréotypées d'une écologie capitaliste, bénéficiant des lumières des médias, et ayant un point commun : elles coûtent très cher. Tout le monde ne peut pas se permettre d'acquérir une voiture électrique individuelle ou de payer l'installation de panneaux photovoltaïques amortissables en 15 ans.



À cela, on peut ajouter le temps et l'énergie supplémentaire que les plus aisé-es peuvent plus facilement investir dans des pratiques écologistes comme faire ses courses en vrac, fabriquer ses produits d'entretien ou cultiver son potager, et qui renforce la fracture écologique entre les différentes classes.

Cette fracture consolide deux clichés : celui de l'écolo-bobo, et celui des pauvres-pollueurs qui ne se soucient pas de la planète. En plus d'être les premières victimes du dérèglement climatique, les plus pauvres sont souvent accusés, en filigranes à tout le moins, de ne pas contribuer à la lutte pour le climat en suivant les pistes évoquées plus haut. Cette opposition de classes, qui doit impérativement être dépassée, a été exemplifiée par deux mouvements nés plus ou moins au même moment : les marches pour le climat, et le mouvement des gilets jaunes.

Deux mouvements, un combat

Fin 2018, le ras-le-bol de la gestion de la situation climatique par le monde politique monte en intensité. En France, la démission de Nicolas Hulot de son ministère de la transition écologique et solidaire et l'imminence de la COP 24 poussent des jeunes à manifester ce ras-le bol en séchant l'école et en investissant massivement les rues lors des marches pour le climat.

Au même moment, le gouvernement français d'Emmanuel Macron met sur la table des négociations une proposition de taxation carbone destinée à freiner la consommation de polluants, notamment de l'essence. Résultat prospectif de cette proposition : un risque d'augmentation du prix de l'essence. Pour une partie de la population qui a du mal à joindre les deux bouts, voir le prix de l'essence tutoyer de probables nouveaux sommets à la suite d'une nouvelle taxe est l'étincelle qui met le feu aux poudres. À la mi-novembre 2018, des milliers de gens enfilent leur gilet jaune et envahissent les ronds-points pour protester contre cette taxe, mais aussi contre le peu de considération que leur offre leur république et leur gouvernement. Le refus de cette taxe par les gilets jaunes laisse une impression bizarre : celle que les considérations sociales peuvent ou doivent prendre le pas sur les considérations écologiques. Les deux semblent incompatibles, elles sont pourtant loin de l'être.

En Belgique, le récent projet de taxe kilométrique en région Bruxelles-Capitale a déclenché une levée de boucliers. En cause, son côté antisocial qui autorise les nanti-es à s'acquitter de la taxe, mais met les plus défavorisé-es face à de nouvelles barrières. Comme cette dernière, nombreuses sont les mesures qui apparaissent bénéfiques pour l'environnement mais pénalisent ceux qui sont déjà les victimes du système global de croissance économique et de la crise environnementale.

Cela ne peut plus être le cas. Au même titre qu'il est primordial de ne plus faire abstraction du potentiel pollueur de certaines politiques économiques et sociales, l'écologie ne doit pas oublier de se soucier de son principal bénéficiaire : l'humain. Celles et ceux qui portent sa voix ne doivent pas oublier les plus défavorisé-es dont la voix se fait plus difficilement entendre et que les politiques négligent trop souvent, y compris celles à buts écologiques. Si l'on veut privilégier un modèle environnemental et social décent et viable pour chaque être humain, il est impératif de faire des disparités socio-économiques une préoccupation majeure de l'écologie.

Quelques exemples de mesures environnementales et sociales :

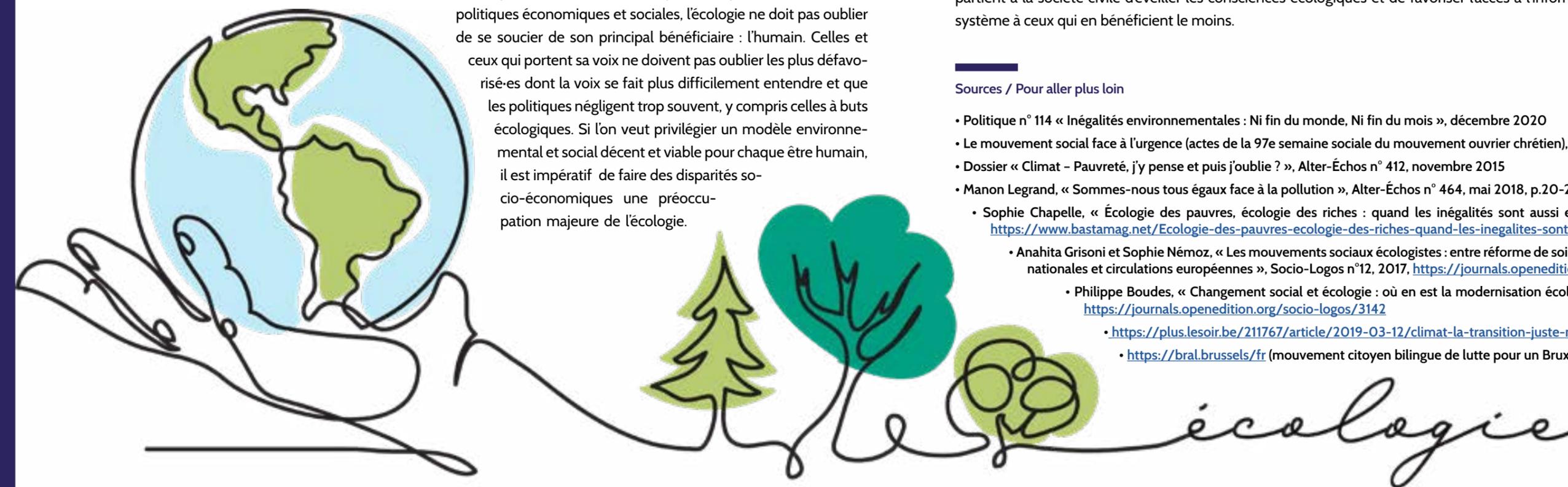
Pour avancer vers un monde respectueux de l'environnement et de l'humain, les politiques en matière d'écologie doivent intégrer un important volet social. Voici quelques exemples de mesures existantes ou à exploiter :

- **Extension et simplification des procédures d'obtention de soutien** : les personnes en situation précaire ont bien souvent un accès limité aux primes à but écologique, pour des raisons variées : procédures adaptées à des personnes rompues à l'exercice, information visant surtout les classes moyennes supérieures, manque de temps attribuable à cet exercice, etc. Il est primordial que l'accès à ces primes soit étendu et simplifié, afin qu'elles soient réellement disponibles à toutes et tous.
- **Investissement et soutien public de l'agriculture locale et paysanne** : comme expliqué plus haut, les petites exploitations agricoles souffriront plus des bouleversements environnementaux que les grosses industries de l'agro-alimentaire. Il est donc urgent de revaloriser leur travail et de les soutenir, d'une part pour assurer la subsistance de celles et ceux qui y travaillent, d'autre part pour progresser vers une relocalisation de notre consommation, moins menaçante pour l'environnement.
- **Prime à la revente de voiture et accessibilité des transports en commun** : la voiture individuelle est un réel problème environnemental car source majeure de pollution. Mais l'interdire purement et simplement, ou punir son utilisation par une taxe, pénaliserait les plus fragiles, souvent résidents de zones éloignées de l'emploi et des infrastructures indispensables. C'est pourquoi il est plus intéressant de travailler sur des incitants à la revente, comme le pratiquent déjà certains pouvoirs publics. Il est également urgent de penser l'après, et de renforcer l'offre et la qualité des transports en commun.
- **Taxation du fuel lourd** : la proportionnalité est une notion importante de l'écologie sociale. Taxer l'utilisation de la voiture en mettant tout le monde sur un pied d'égalité pèserait plus sur les ménages les plus pauvres, tandis que les plus riches n'auraient pas de problème à s'acquitter de cette taxe. Une alternative à ce fonctionnement serait de taxer le fuel lourd, celui du transport aérien et maritime, utilisé pour le transport de marchandises non-nécessaires produites très loin de la Belgique. Attention cependant à ne pas créer une taxe qui se répercuterait sur des produits de première nécessité, pénalisant ainsi les citoyens et citoyennes les plus faibles.
- **Vigilance citoyenne** : c'est l'un des sujets brûlants de l'actualité : un collectif citoyen attaque l'état belge en justice pour son inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Si cette préoccupation peut être vue comme un privilège des classes aisées, chacun-e a la possibilité d'être vigilant sur ce que font nos élu-es en matière de climat, et de voter en conséquence. Il appartient à la société civile d'éveiller les consciences écologiques et de favoriser l'accès à l'information et à la compréhension du système à ceux qui en bénéficient le moins.

Victor Valet
CJC

Sources / Pour aller plus loin

- Politique n° 114 « Inégalités environnementales : Ni fin du monde, Ni fin du mois », décembre 2020
- Le mouvement social face à l'urgence (actes de la 97e semaine sociale du mouvement ouvrier chrétien), 2019, MOC, collection Politique
- Dossier « Climat - Pauvreté, j'y pense et puis j'oublie ? », Alter-Échos n° 412, novembre 2015
- Manon Legrand, « Sommes-nous tous égaux face à la pollution », Alter-Échos n° 464, mai 2018, p.20-22
- Sophie Chapelle, « Écologie des pauvres, écologie des riches : quand les inégalités sont aussi environnementales », 12 juin 2014, <https://www.bastamag.net/Ecologie-des-pauvres-ecologie-des-riches-quand-les-inegalites-sont-aussi>
- Anahita Grisoni et Sophie Némoz, « Les mouvements sociaux écologistes : entre réforme de soi et rapports de classe, entre histoires nationales et circulations européennes », Socio-Logos n°12, 2017, <https://journals.openedition.org/socio-logos/3116>
- Philippe Boudes, « Changement social et écologie : où en est la modernisation écologique ? », Socio-Logos n°12, 2017, <https://journals.openedition.org/socio-logos/3142>
- <https://plus.lesoir.be/211767/article/2019-03-12/climat-la-transition-juste-nest-pas-quun-slogan>
- <https://bral.brussels/fr> (mouvement citoyen bilingue de lutte pour un Bruxelles durable)



Combats syndicaux pour et par les jeunes en temps de Corona

Chez les Jeunes CSC, dès le début de la crise sanitaire, nous nous sommes préoccupé-es de la condition des jeunes en Belgique. Dès lors, c'est dans un premier temps le sort de milliers de jobistes, alors privés de revenus suite aux mesures de confinement, qui nous est apparu important de mettre en lumière. En quelques jours, des centaines de témoignages de jobistes nous sont parvenus, nous confortant dans notre idée qu'il y avait urgence. Par le biais de l'AG du CJC, de nombreuses Organisations de Jeunesse se sont jointes à nous dans le but de dénoncer cette situation particulièrement injuste. Notre appel pour un fonds d'urgence jobistes à hauteur de 30 millions d'euros par mois minimum a rassemblé près de 6000 signatures en quelques semaines ! Un appel à l'aide laissé fâcheusement sans réponse par nos responsables politiques.

La gueule de bois

Six mois après la première vague, nous ne pouvions que déplorer l'absence de mesures fortes dans l'intérêt des jeunes quant à préserver leur santé, leurs revenus, leurs emplois et leurs conditions de travail. Un échec politique outrageant dans la gestion de la crise sanitaire qui nous a poussé-es à passer à la vitesse supérieure.



Retrouvez nos propositions à adopter d'urgence pour protéger les jeunes sur www.jeunes-csc.be

La colère gronde

Les autorités politiques n'ont jamais pu préserver à la fois la santé ET les revenus des travailleurs et travailleuses, en ce compris les jeunes. Pour rappel, déjà avant le virus, les jeunes qui arrivaient malgré tout à accéder au marché de l'emploi étaient largement surreprésenté-es dans des contrats de travail précaires. Avec la crise sanitaire, beaucoup de jeunes intérimaires et de jeunes en CDD ont vu leur contrat s'interrompre et se sont retrouvés sans aucun revenu. Le gouvernement n'a pourtant rien fait pour garantir l'accès des intérimaires et des jeunes en CDD à la sécurité sociale afin de préserver leur revenu. Quant aux jobistes, c'est encore pire puisqu'aucun-e ne peut prétendre à un revenu de remplacement via la sécurité sociale.

La seule solution

Comme si cela ne suffisait pas, les effets catastrophiques sur la jeunesse ont de plus été accompagnés de discours qui la stigmatisent davantage. Or, les véritables mauvais-élèves, incapables d'appliquer de réelles stratégies efficaces pour « tester/tracer/isoler » et désormais vacciner (on ne se mouille pas trop !) sont nos gouvernements. Aujourd'hui, les jeunes se bougent plus que jamais. En effet, à la suite d'un processus participatif de longue haleine, nous sommes fiers et fières de pouvoir présenter un ensemble de revendications pensé POUR et PAR les jeunes avec comme seul objectif celui de renforcer la sécurité sociale. Des propositions de bons sens à adopter d'urgence pour protéger les jeunes et empêcher que « la génération covid » soit celle de la jeunesse sacrifiée sur l'autel de la rentabilité.

Flavio Schillaci

Chargé de communication Jeunes CSC

Du CJD à Jagora... il n'y a qu'un pas (ou presque).

Quand je suis arrivée au CJD en 2015 en tant que volontaire, le nom m'a directement questionné. Conseil Jeunesse Développement ? Mmmh... pas convaincue par ces trois termes... À part le mot Jeunesse, rien d'autre ne correspondait à ce que l'ASBL faisait concrètement. À chaque fois qu'on me demandait la signification des acronymes, je ne savais pas trop comment l'expliquer ou le justifier. Un peu embarrassant...

Quelques années plus tard, me voilà Présidente de cette belle association et le nom commence à me démanger... Je ne suis pas la seule... Du côté des permanents et de quelques volontaires, même constat. On se rend compte que le nom ne colle pas à notre ADN qu'il ne reflète pas notre but ni notre méthode. À part le terme « Jeunesse » qui colle tout à fait à notre peau, les termes « Conseil » et « Développement » se réfèrent davantage à des actions menées par le CJD dans ses débuts. Aujourd'hui, l'ASBL ne propose plus de conseil et ses actions ne sont plus en lien avec le développement mais plutôt le vivre-ensemble et l'interculturalité.

« Allez, on change ! »

Nous sommes en 2018 quand le premier Groupe de Travail « Changement de nom » se crée. Après un atelier en AG et beaucoup de réunions, nous arrivons à un nom. Mais SURPRISE, lors de l'AG de juin 2019, les membres refusent le nouveau nom proposé ! Bardaf, nous voilà reparties pour un tour ! Si sur le moment j'étais un peu usée par le processus et le travail effectué, je me rends compte aujourd'hui avec du recul que c'était un mal pour un bien !

Un nouveau GT voit le jour, une belle aventure commence...

« Embarquement immédiat à bord de la fusée à destination du nouveau nom ! Tentative number two »

Pendant des mois, le GT brainstorm sur les noms possibles, établit des critères de sélections, fait des allers-retours avec l'équipe.

Au bout de quelques mois de travail, le GT propose trois noms différents.

Grand sondage, vous avez-dit ?

Nous avons demandé l'avis des 17 groupes d'actions de l'asbl. À l'aide d'une petite animation et d'une vidéo homemade nous leur avons proposés les trois choix possibles. Leur avis sera transmis aux membres de l'AG.

Novembre 2020. Ça y est, le moment du vote tant attendu est là !

La tension est palpable. Comment va-t-on s'appeler ? 3,2,1... C'est JAGORA qui l'emporte haut la main ! Jagora peut se décomposer en deux mots principaux : « J » pour Jeunes, jeunesse et « Agora » pour l'espace de parole, d'action, de réflexion et d'échange.

Happy ending. Une nouvelle page qui commence.

Depuis novembre, on travaille à un petit lifting de notre logo, toujours en concertation avec les volontaires. Aujourd'hui nous sommes fières du travail accompli. Ces deux années de travail en ont valu la peine. Finalement ce qui compte c'est le processus, et ça ; on ne peut qu'en être fières. Ça fait bizarre quand tout se termine mais quelle joie d'avoir trouvé quelque chose qui plaît et qui parle à nos volontaires.

*Amélie Barbier
Présidente de Jagora*



JAGORA
Se comprendre pour mieux vivre ensemble

Bons tuyaux

PARTICIPEZ À LA PROCHAINE FORMATION DU CJC // FORMATION

Les formations Laby continuent ! Pour bien finir cette année culturelle, le CJC vous propose la Laby Emploi dans votre OJ les 11 et 19 mai. Celle-ci devait avoir lieu en février mais elle a été déplacée. La Laby Emploi dans votre OJ est destinée aux personnes exerçant des responsabilités en lien avec l'emploi. Vous découvrirez le b.a.-ba des différents systèmes de subventions à l'emploi. Elle propose également de vous guider dans les obligations légales liées à ces systèmes.

ENQUÊTE EUROPÉENNE // CONSULTATION

L'année passée, des consultations qualitatives ont été menées sur des sous-thématiques d'« Espaces et participation pour tous » du Dialogue Jeunesse. Il ressort de ces consultations que certain-es jeunes sont en demande de contacts directs avec les femmes et hommes politiques afin de pouvoir exprimer leur réalité et leur vécu, en tant que jeune citoyen-ne. Le Dialogue Jeunesse lance à présent une consultation quantitative jusqu'au 15 juin afin de récolter quantitativement la voix de de la jeunesse belge francophone, afin de pouvoir être entendue à une échelle européenne.

L'info autrement

⬆️ TOPS

À partir du 1^{er} juillet 2021, les jeunes de 12 à 24 ans, élèves ou étudiant-es, paieront un abonnement STIB annuel de 12 euros.

La mobilisation du 24 mars du secteur Jeunesse « La Jeunesse fait partie de la solution » a rassemblé plus de 1.000 participations, le CJC et ses membres ont pu contribuer à ce bel élan sectoriel !

Depuis son ouverture, le Refuge Ihsane Jarfi a pu accueillir, durant 1000 nuits, des jeunes qui sont confronté-es à une rupture familiale à cause d'homophobie ou de transphobie.

⬇️ FLOPS

En mars, il y a eu quatre mises à jour du protocole Jeunesse, de quoi faire tourner les têtes.

Les centres de pédopsychiatries sont proches de la saturation partout en Belgique.

La Région wallonne continue de produire et vendre des armes et d'alimenter le conflit au Yemen.

GLITCH // PUBLICATION

Ego-Logique a désormais une publication trimestrielle ! « GLITCH » est né durant le confinement 2021. Il réunit des pratiques et des points de vue autour d'une thématique choisie touchant à la citoyenneté créative. Dans chaque publication, on pourra retrouver des contributions originales, engagées et engageantes de celles et ceux qui, de près ou de loin, participent à la vie d'Ego-Logique. La première édition « La créativité est politique » est déjà disponible sur leur site. [Plus d'informations :](http://www.ego-logique.org/trimestriel-glitch) www.ego-logique.org/trimestriel-glitch

Portrait

« Penser, vivre à toute vitesse »

Mon parcours en OJ, volontaire chez Latitudes Jeunes et en tant que professionnelle à la CNAPD, chez les Guides, au CJC et chez Résonance a été très formateur. De plus, je m'y suis fait beaucoup d'ami-es. Je ne compte plus les souvenirs de fous rires, galères, moments d'apprentissage collectif. J'ai aussi appris sur moi, à mieux me connaître et à mieux communiquer. En fait, j'ai appris à devenir une CRACS¹ et, tout en continuant à l'incarner, je l'ai défendu.



J'ai toujours eu un goût pour l'engagement, celui que mes parents m'ont transmis à travers leur histoire et leurs actions. Sans oublier leur vision politique : une vision humaniste et idéaliste d'un monde où chacun aurait une place et où il n'y aurait ni misère ni guerre. J'ai pris part à de nombreuses manifestations dès mon plus jeune âge et ensuite, à différentes périodes de ma vie, je me suis investie dans des groupes de militant-es.

Malgré une envie forte de faire des études culturelles, je me suis consacrée à des études de Sociologie-Anthropologie et de Sciences Politiques. Au-delà de cet attrait, la culture a toujours fait partie de ma vie. Et j'ai consommé de nombreux produits culturels : le théâtre, la musique, les séries, les expositions, le cinéma, les romans. La rage, le désir de liberté, la résistance, l'insoumission, la révolte s'expriment aussi à travers la culture et l'art. Ces expressions prennent leurs racines dans les inégalités et les injustices qui sont dénoncés par les structures associatives et d'éducation permanente.

Il y a environ deux ans, j'ai quitté le poste de Secrétaire Générale du CJC pour un vélo trip. Et cela fait un an que j'ai été rapatriée d'un voyage de dix mois à vélo en Asie. Dans « Tout est gore », Lous and Yakuza, une artiste belge découverte récemment, chante « Rouler, rouler dans la caisse. Penser, vivre à toute vitesse ». Je n'ai certes pas roulé dans ma caisse, mais j'ai roulé, roulé à vélo. Si j'ai réussi à me lancer pour partir seule c'est que j'ai senti que c'était le bon moment pour le faire mais aussi parce que j'étais suffisamment outillée et accompagnée avant de partir. Prête pour découvrir une partie du monde : ses beautés comme ses difficultés et partager un bout de vie avec plein de gens qui ne parlaient pas ma langue et n'ayant pas ou peu de culture commune avec moi.

Aujourd'hui, j'ai la chance d'être la Responsable du département Campagne et Mobilisation au CNCD-11.11.11, une coupole d'organisations actives au Nord comme au Sud pour un monde plus juste au niveau social comme environnemental. Et je ne cesse de penser à la chance de pouvoir faire le lien entre mon parcours professionnel et mon engagement !

«Durant cette interminable nuit où la littérature joue au poker avec le pouvoir, chaque livre est une nouvelle mise pour tenter d'arrêter la banqueroute des idées.» Dany Laferrière - Journal d'un écrivain en pyjama.

*Nadia Cornejo
Responsable du département Campagne et Mobilisation au CNCD-11.11.11*

¹Citoyenne Responsable Active Critique et Solidaire

Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 25 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



CONTACT
 Conseil de la Jeunesse Catholique
 Rue des Drapiers 25
 1050 Ixelles
 02 230 32 83
 cjc@cjc.be
 www.cjc.be

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be
 Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.